

COMMUNIQUE de PRESSE

Paris, le 23 octobre 2012

N'enterrons pas le rapport Gallois !

En commandant un rapport à Louis Gallois, le Président de la République a voulu, dès le début de son mandat, rechercher sans tabou les solutions à la grave crise que connaît l'économie française, notamment en matière de compétitivité. Avant même d'avoir été rendu au gouvernement, ce rapport alimente déjà les polémiques idéologiques. Notre pays n'a pourtant pas les moyens d'esquiver la réalité d'une économie qui décroche continûment depuis 10 ans, notamment vis-à-vis de l'Allemagne. Ce décrochage français, dans un monde en mutation rapide est à la source d'un chômage de masse et d'une paupérisation des Français qui menacent notre modèle social et notre cohésion républicaine.

Au-delà des pistes qui seront retenues par le gouvernement, la réponse à ce rapport sera le signe de sa volonté de s'attaquer frontalement aux difficultés qui minent notre économie depuis tant d'années. Certes, il est capital que l'effort de redressement national soit partagé, juste et équilibré entre les partenaires sociaux. C'est la raison pour laquelle le Président de la République et le gouvernement ont lancé une grande conférence sociale qui devrait rendre ses conclusions fin Décembre.

Les problèmes de l'économie française ne se résument certainement pas à la compétitivité coût qui, jusqu'à présent, a surtout focalisé le débat. Les carences de notre appareil productif sont multiples. Le manque d'innovation et plus généralement l'absence de stratégie industrielle, sans parler de la rigidité du marché du travail sont aussi à l'origine des difficultés que connaît notre industrie.

Mais il faudrait être aveugle pour ne pas voir que la dégradation continue du taux de marge des entreprises françaises et de leurs profits, ces dernières années, les place dans l'incapacité d'investir suffisamment. Et sans investissement, il n'est pas de redressement possible selon un des premiers préceptes keynésien ! Ne pas aborder cette question c'est donc se condamner à ne traiter qu'une partie du problème.

Certes, la perspective d'une faible croissance rend, pour le moment, impossible le transfert massif des cotisations sociales vers d'autres sources de financement. Ce transfert risquerait en effet d'impacter à l'excès la demande. Cependant, une hausse modérée, dont une partie pourrait porter sur le renchérissement de la fiscalité carbone est envisageable, dès lors que le gouvernement a pris l'engagement de ne plus recourir à de nouvelles augmentations d'impôts pour combler le déficit.

Il faut impérativement amorcer le processus qui doit permettre d'alléger significativement les charges qui portent sur le travail pour redonner de la compétitivité à nos entreprises. L'un des enjeux majeurs de la gestion de la crise et de sa sortie, est de concilier réponses de court terme et réponses de long terme. La tentation est grande de sacrifier l'avenir sur l'autel du présent. La tentation est grande de ne voir dans le soutien à la consommation et à la demande l'unique priorité, sans traiter les problèmes structurels de notre économie.

L'enterrement du rapport Gallois serait un très mauvais signal.

Christophe **Caresche** Député PS de Paris, Jean-Marie **Le Guen** Député PS de Paris, Marc **Goua** Député PS du Maine et Loire, François **Pupponi** Député PS du Val d'Oise, Gilles **Savary** Député PS de Gironde